

Du 27 octobre au 9 novembre 2014

N° réalisé par :
Laëtitia Legault-Belay, ASKORIA - Site de Rennes

SOMMAIRE :

Education.....	1
Enfance–Adolescence.....	1
Etablissement social et médico-social.....	2
Handicap.....	2
Politique, action et protection sociales	2
Santé	3
Territoire–Logement	3
Travail–Emploi–Formation professionnelle	3
Vie publique–Institutions publiques	4

E D U C A T I O N

Circulaire n° 2014-0016 du 8 octobre 2014 sur les **modalités d'attribution des aides spécifiques aux étudiants**

[BOEN n° 40 du 30 octobre 2014](#)

E N F A N C E – A D O L E S C E N C E

Décret n° 2014-1320 du 3 novembre 2014 modifiant les articles R. 227-1 et R. 227-16 du code de l'action sociale et des familles - *Modification des règles applicables aux accueils de loisirs périscolaires*

[JORF n°0256 du 5 novembre 2014](#)

Arrêté du 3 novembre 2014 relatif à la **déclaration préalable aux accueils de mineurs** prévue par l'article R. 227-2 du code de l'action sociale et des familles

[JORF n°0256 du 5 novembre 2014](#)

Arrêté du 3 novembre 2014 portant modification de l'arrêté du 9 février 2007 fixant **les titres et diplômes permettant d'exercer les fonctions d'animation et de direction** en séjours de vacances, en accueils sans hébergement et en accueils de scoutisme

[JORF n°0256 du 5 novembre 2014](#)



Arrêté du 3 novembre 2014 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2013 relatif à **l'encadrement des accueils de loisirs organisés pendant les heures qui précèdent et suivent la classe** pour une durée de plus de quatre-vingts jours et pour un effectif supérieur à quatre-vingts mineurs
[JORF n°0256 du 5 novembre 2014](#)

ÉTABLISSEMENT SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL

Instruction n° DGOS/RH4/DGCS/4B/2014/281 du 13 octobre 2014 relative à la **mise en œuvre de la procédure d'intérim des fonctions de directeur d'un établissement** mentionné à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière – *Notamment des fonctions de directeur d'un établissement sanitaire, social et médico-social*
[Le site Circulaires.legifrance.gouv.fr](#)

HANDICAP

Décret n° 2014-1321 du 4 novembre 2014 relatif au **schéma directeur d'accessibilité - agenda d'accessibilité** programmée pour la mise en accessibilité des services de transport public de voyageurs
[JORF n°0257 du 6 novembre 2014](#)

Décret n° 2014-1323 du 4 novembre 2014 relatif aux **points d'arrêt des services de transport public à rendre accessibles** de façon prioritaire aux personnes handicapées et précisant la notion d'impossibilité technique avérée
[JORF n°0257 du 6 novembre 2014](#)

Décret n° 2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les **dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées** des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public
[JORF n°0257 du 6 novembre 2014](#)

Décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014 relatif à **l'agenda d'accessibilité** programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public
[JORF n°0257 du 6 novembre 2014](#)

POLITIQUE, ACTION ET PROTECTION SOCIALES

Décret n° 2014-1245 du 27 octobre 2014 relatif au **calcul des allocations de logement**
[JORF n°0250 du 28 octobre 2014](#)

Arrêté du 27 octobre 2014 relatif à la **revalorisation des paramètres de calcul de l'allocation de logement**
[JORF n°0250 du 28 octobre 2014](#)



Décret n° 2014-1226 du 21 octobre 2014 relatif à **l'expérimentation du renforcement des garanties** contre les **pensions alimentaires impayées**

[JORF n°0246 du 23 octobre 2014](#)

Décret n° 2014-1227 du 21 octobre 2014 relatif à **l'expérimentation du renforcement des garanties** contre les **pensions alimentaires impayées**

[JORF n°0246 du 23 octobre 2014](#)

Arrêté du 21 octobre 2014 fixant la **liste des départements** dans lesquels est expérimenté le renforcement des garanties contre les pensions alimentaires impayées

[JORF n°0246 du 23 octobre 2014](#)

Instruction interministérielle n° DGS/DUS-BAR/2014/296 du 10 octobre 2014 relative au **guide national de prévention et de gestion des impacts sanitaires et sociaux liés aux vagues de froid 2014-2015**

Le site Circulaires.legifrance.gouv.fr

S A N T E

Projet de loi de financement de la **Sécurité sociale pour 2015**

[Le site de l'Assemblée nationale](#)

[Le dossier législatif](#)

T E R R I T O I R E – L O G E M E N T

Décret n° 2014-1334 du 5 novembre 2014 relatif aux **observatoires locaux des loyers**, aux modalités de communication et de diffusion de leurs données et à la création du Comité scientifique de l'observation des loyers

[JORF n°0258 du 7 novembre 2014](#)

T R A V A I L – E M P L O I – F O R M A T I O N P R O F E S S I O N N E L L E

Arrêté du 30 octobre 2014 relatif à **l'agrément de certains accords de travail** applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif

*Deux avenants à la **convention collective de branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (BAD)** sont agréés: l'avenant n° 13/2013 du 25 juin 2013 relatif à la prévention des risques psychosociaux, d'une part, et l'avenant n° 16/2013 du 7 avril 2014 relatif aux garanties frais de santé, d'autre part.*

[JORF n°0257 du 6 novembre 2014](#)



VIE PUBLIQUE – INSTITUTIONS PUBLIQUES

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2014-1330 du 6 novembre 2014 relative au **droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique**

[JORF n°0258 du 7 novembre 2014](#)

Ordonnance n° 2014-1330 du 6 novembre 2014 relative au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique

[JORF n°0258 du 7 novembre 2014](#)

Parution des textes mettant en œuvre le principe « **silence vaut accord** » dans les services de l'Etat
Posé par la loi du 13 novembre 2013 habilitant le gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens, ce principe du « silence vaut accord » souffre toutefois de nombreuses exceptions, notamment dans le domaine social et médico-social

[JORF n°0254 du 1 novembre 2014](#)